

Working Paper  
2016 • 7



**L'empowerment par le  
travail ?  
Les ouvrières du textile au  
Maroc**

Gaëlle Gillot

## Résumé

Bien des années après les premiers travaux sur l'autonomisation économique publiés par Esther Boserup, les agences internationales considèrent désormais de façon consensuelle que l'égalité femmes/hommes est une stratégie de développement humain. Il faut par conséquent encourager le travail des femmes afin de leur permettre une autonomisation économique dont une amélioration de leurs conditions de vie est sensée découler presque mécaniquement. De nouveaux concepts sont apparus en lien avec cette idée d'autonomisation comme l'*empowerment* féminin qui semble désormais un passage obligé de tous les projets de développement, alors qu'il est un concept un peu valise qu'on ne sait pas vraiment mesurer ni évaluer.

Dans l'acception générale des agences onusiennes, des coopérations bilatérales ou des ONG locales, ainsi que des agences nationales et concrètement dans leurs projets de développement, la mise au travail des femmes s'affirme de plus en plus et les initiatives se multiplient. Pourtant, au Maroc, les faits ne suivent pas et le taux d'emploi des femmes reste un des plus faibles au monde. De 26,4% en 1999, il est passé à 22% au premier trimestre 2015. Les femmes sont celles qui sont le plus touchées par le travail « indécemment » (au sens du BIT), les situations précaires, l'informel, la non couverture médicale et les bas salaires. Peut-on affirmer que dans ces conditions les projets visant à amorcer un développement en jouant sur ce levier du travail des femmes sont voués à jouer en leur faveur ? En réalité, l'évaluation de l'autonomisation des femmes au travail, du gain de leur estime d'elles-mêmes, de leur confiance en elles et des retombées positives sur leur vie reste encore à faire, et cela malgré le fait que la communauté scientifique se soit assez largement saisie de la question.

En nous appuyant sur une enquête de terrain de trois années à Rabat et à Tanger, nous nous attacherons à analyser comment malgré des conditions de travail et de vie épuisantes, des atteintes à leur santé, à leur vie de famille, un déracinement territorial parfois, les ouvrières du textile rencontrées se saisissent d'une situation qui est a priori défavorable pour gagner en liberté et malgré toutes les contraintes qui pèsent sur leurs épaules résolvent d'une manière qui peut paraître énigmatique l'articulation de la domination et de la liberté.

## L'empowerment par le travail ? Les ouvrières du textile au Maroc.

Gaëlle Gillot<sup>1</sup>

Gaëlle.Gillot@univ-paris1.fr

### **Un contexte général au Maroc plutôt favorable au travail des femmes**

Au Maroc, les programmes d'autonomisation économique des femmes par le travail se multiplient depuis quelques années, encouragés par un contexte national favorable et un contexte international très incitatif. Les réformes institutionnelles engagées depuis une quinzaine d'année ont adopté la lutte contre les discriminations basées sur le sexe. En 1999 un « plan d'intégration de la femme au développement » a été adopté par le gouvernement Youssoufi (socialiste) qui a ouvert la voie à une prise de conscience des très grandes disparités entre les hommes et les femmes au Maroc. A cette occasion, les associations de lutte pour les droits des femmes ont mené une série d'enquêtes consacrées à la place des femmes dans le développement économique et en ont conclu la nécessité de promouvoir le travail des femmes (*Insertion des femmes au développement*).

Le gouvernement actuel (PJD, largement gagnant des élections locales de début septembre) fortement incité par l'UE a décidé de reprendre ce plan, en le nommant « plan gouvernemental pour l'égalité » (ICRAM). Il est en cours de mise en œuvre et de nombreuses aides financières internationales ont afflué au Maroc. Ainsi, l'Union Européenne a débloqué 45 millions d'Euros en 2012 pour soutenir le pays dans ses efforts vers plus d'égalité femmes-hommes<sup>2</sup>. Un nouvel appel d'offre européen en avril 2015 a ajouté 2 millions d'Euros pour sa mise en œuvre, et à peu près toutes les coopérations bilatérales travaillent sur ces questions d'autonomisation économiques des femmes<sup>3</sup>. Le travail des

---

<sup>1</sup> Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne/IEDES, laboratoire UMR 201 Développement et Sociétés

<sup>2</sup> <http://website-pace.net/documents/10643/165767/20140909-WomensRightsEuroMed-FR.pdf/0d7930b7-d997-4388-9e5f-1ad345704e9f>

<sup>3</sup> La coopération technique allemande par exemple (GIZ) a terminé un programme genre de 3 ans au Maroc en 2014 qui a entre autres mis en œuvre le programme régional Econowin (<http://econowin.org/fr/>). La CECID (coopération espagnole) a introduit l'autonomisation économique des femmes comme axe transversal et a soutenu une grande enquête d'OXFAM Intermundo. La CTB, Agence de développement et de coopération

femmes est massivement présent à la fois dans les institutions internationales, de coopération et nationales. La perspective « genre » a été adoptée depuis 2003 et un budget sensible au genre a été mis en place dans les institutions publiques et a été rendu obligatoire dans les collectivités locales<sup>4</sup>.

Malgré ces très fortes incitations, l'omniprésence de la question sur la scène publique, associative et internationale, la nécessité du travail des femmes est rarement décortiquée, analysée, réfléchi. Or il apparaît qu'alors qu'il est question du travail des femmes partout, les statistiques nationales montrent un très fort décalage : le taux d'emploi occupé des femmes au Maroc est non seulement un des plus bas du monde, mais le HCP<sup>5</sup> relève qu'il ne cesse de reculer. De 26,4% en 1999, il est passé à 22% au premier trimestre 2015 ! Il est légitime de se demander ce qui se passe.

La première réponse peut être qu'en réalité ces chiffres ne correspondent pas du tout à la réalité. Une très large proportion des femmes qui travaillent ne sont pas comptabilisées comme telles car non déclarées : pas de contrat, pas de sécurité sociale, pas de congés. Elles sont invisibles (Alami Mejjati, 2014). Elles n'entrent dans aucune statistique et cela de plus en plus. Avec la crise industrielle depuis 2008, le secteur du textile qui est le plus gros pourvoyeur d'emplois au Maroc (environ 200 000 selon l'AMITH, l'association marocaine des industriels du textile et de l'habillement) s'est restructuré. Il s'est concentré dans des zones de petites usines « de cave » (Casa) ou grandes usines aux conditions très difficiles de travail souvent non déclaré ; il a déménagé vers des zones franches, ou a fermé. La plupart du temps, les ouvrières ont suivi soit l'usine quand cette dernière déménageait, soit le patron lorsque ce dernier ouvrait une autre usine ailleurs. La non application du code du travail, le manque d'inspecteurs du travail, la collusion entre les grands patrons et le pouvoir politique (ou royal), le très difficile accès et recours à la justice, et le très faible taux de syndicalisation, font que la plus grande liberté règne en matière d'application du droit du travail dans ces usines (AFD, 2014 ; Gillot, Martinez, 2015).

---

belge est aussi engagée dans cette thématique avec une étude qui lui est consacrée, réalisée en mai 2015, entre autres. En novembre 2015, un appel d'offre a été lancé par le gouvernement canadien pour un programme de 2 à 7 millions de dollars canadiens, précisément sur cette thématique.

<sup>4</sup> Pour la budgétisation sensible au genre, voir par exemple les travaux de M. Chafiki, et le rapport genre du Ministère des finances du Maroc

<sup>5</sup> Haut commissariat au Plan, organisme statistique national marocain ([www.hcp.ma](http://www.hcp.ma))

Les ouvrières, pour beaucoup d'entre elles responsables d'une famille (la leur ou celle de leurs parents, sœurs, frères, etc.) ne conçoivent pas avoir le choix de travailler ou pas. Dotées d'un faible niveau scolaire, elles n'ont pas beaucoup d'alternatives dans les métiers qu'elles peuvent exercer (Cheikh, 2011) et l'usine paraît, pour beaucoup d'entre elles issues de milieux ruraux, comme une promotion sociale. Ainsi, si les statistiques montrent un recul de l'emploi des femmes au Maroc, il est difficile de croire que seules 22% des femmes travaillent au Maroc. Simplement, ce recul de l'emploi est en réalité en grande partie un passage à l'informel.

### **1) Méthodologie**

Ce papier est issu des résultats d'enquêtes menées entre 2012 et 2015 au Maroc dans le cadre de mon accueil à l'IRD pendant lequel j'étais successivement à l'Université Mohammed V Agdal-Rabat et Hassan II de Casablanca. Deux programmes principaux ont permis le recueil des informations : le programme PEERS « Travail, femmes et villes au Maroc » IRD/Université d'Ottawa/université Mohammed V et le programme « Etude et valorisation des études de genre au Maroc » IRD/Université Hassan 2 de Casablanca. Les résultats sont également redevables à l'enquête de terrain que j'ai menée au Maroc sur l'accès et le maintien des femmes à l'emploi décent au Maroc, en Tunisie et en Turquie commandité par l'AFD en 2014.

Dans le cadre du PEERS, nous avons mené des enquêtes par questionnaire auprès de 90 ouvrières du textile à Rabat et à Tanger qui ont été complétées par des entretiens qualitatifs semi directifs longs auprès d'une dizaine d'ouvrières à Rabat et 15 à Tanger. Plusieurs enquêtées en 2013 ont été suivies dans leur parcours et se sont prêtées au jeu d'une nouvelle session d'entretiens formalisés, avec parcours urbain et carte mentale en mai-juin 2015, financées par le programme OTMA.

Il sera ici question de ce groupe d'ouvrières rencontrées en janvier 2013 et en mai-juin 2015.

En 2013 les ouvrières du textile du plateau industriel de Rabat étaient en grève afin de faire respecter leurs droits. Leur usine a ensuite fermé et après 6 mois de sit-in à l'intérieur de l'usine afin que les machines ne soient pas démenagées sans qu'elles soient indemnisées, elles ont été évacuées par la police, et le site a été fermé définitivement. Le patron a ouvert une nouvelle usine dans une ville proche de Rabat, Ain Aouda, extension périphérique de

Rabat située à environ 15 km et bénéficiant d'infrastructures plus modernes et surtout d'une exonération de charges. Les 300 ouvrières de l'usine se sont alors éparpillées traçant chacune leur chemin professionnel ou non.

## **2) Les trois temps de l'histoire des ouvrières de Rabat et leurs représentations du travail et de l'autonomie par le travail**

- i- Le travail à l'usine sur le plateau industriel de Rabat
- ii- La grève
- iii- La fermeture de l'usine, les reconversions ou non

A chaque temps correspond une représentation différente de leur travail et une perception différente de leur autonomie.

- i- Le travail à l'usine sur le plateau industriel de Rabat : dégradation de la santé et insécurité au travail

Dans la zone industrielle de Rabat<sup>6</sup>, on rencontre des femmes qui, alors qu'elles ne sont même pas encore âgées de 30 ans souffrent de varices, de maux de dos, d'allergies, de surdité, de rhumatismes, de migraines ou de maladies psychiques. Toutes ont des maladies chroniques étroitement li es au climat et aux conditions inadapt es de travail : station debout ou assise prolong e, bruit assourdissant des machines sans casques de protection auditive, sans masque ni gants, humidité étouffante, pollution atmosphérique provoqu e, entre autres, par des particules de tissu en suspension, produits désinfectants hautement toxiques et fatigue. La cadence au travail et le caractère souvent vétuste des machines sont source de nombreux accidents qui, en raison de formalités jug es trop compliqu es par les ouvrières, ne sont pas déclarés.

Une enquête effectu e auprès de 1 197 ouvrières de Casablanca confirme que « 57% parmi elles considèrent que le travail qu'elles effectuent est au-delà de leur capacité physique » (Khalil, 2013). Lev es à 5h30 du matin, elles préparent le petit déjeuner et le déjeuner pour

---

<sup>6</sup> Cette partie est inspir e de Gillot, Martinez, Mahdati, Oubejja (2016)

leur famille et qu'elles emportent elles-mêmes, réveillent les enfants, les préparent, les accompagnent à l'école ou chez une personne relais, et courent à l'usine où elles travaillent de 8h à 19h avec ¼ d'h de pause le matin, 1/2h à midi et ¼ d'h de pause l'après-midi, avant de rentrer en faisant des courses et retrouver leurs enfants pour préparer le dîner, faire du ménage et enfin se reposer. *« On dirait que je suis une machine moi-même, remarque Khadija, je ne m'arrête jamais, seulement 5h par nuit. En vérité, je n'ai plus de vie ».*

Ahlam, 26 ans : *« Le mois de ramadan, on a le droit d'aller prendre le F'tour et on revient travailler. On termine à l'aube à 5h30. On peut venir ensuite à peu près avec deux heures de retard (vers 10h) mais ces deux heures doivent être faites plus tard. Par exemple, au lieu de terminer à 3h, on va terminer à 5h l'après-midi. On a nos 10 heures à faire, avec le surplus de la nuit. C'est un esclavage. »*

Des conditions qui se doublent parfois de harcèlement et de violences, le tout dans une ambiance de déshumanisation des rapports sociaux comme en témoigne Hafida : *« Si une fille par exemple a une crise de nerfs, on la fait sortir de l'atelier et ils lui mettent un carton par terre sur le trottoir et attendent qu'elle ait fini sa crise. Quand elle a fini sa crise, alors elle reprend son travail ».*

*« Tu n'as pas le droit de tomber malade. Tu n'as pas le droit de dire que tu as un problème. Tu es là juste pour le travail, tu n'as le droit de rien, tu dois travailler en silence. Tu dois être performante, c'est tout ».*

Et lassées d'exercer un emploi aussi contraignant, elles partagent un rêve commun : *« arrêter de travailler ou trouver un travail plus reposant ».*

## ii- La grève : le combat pour les droits et la dignité

En 2012 le patron a cessé de payer les cotisations à la CNSS et a abaissé le nombre de jours travaillés déclarés : sur 26 jours travaillés mensuellement, il ne déclare que 16 à 20 jours. De surcroît, pendant la crise, et à leur grande surprise, le patron les a réunies en leur demandant de l'aider à rembourser une dette de 35 millions de Dirhams et éviter la faillite de l'entreprise. Il prélèvera deux jours de travail sur leurs salaires, leur demandera de travailler dix heures au lieu de neuf, et d'augmenter la production de 500 pièces à 700 sans hausse salariale. En dépit de toutes ces violations du code du travail, les ouvrières ont continué à travailler.

« *C'est indigne, humiliant et dégradant, s'indigne Khadija, de se sentir exploitée par des responsables qui ne s'occupent jamais de l'amélioration des conditions de travail.* »

Dans ces conditions très difficiles, elles déploient des stratégies pour gagner des parcelles de liberté au travail, à la maison et dans la ville. Leur quête d'autonomie passe par un double processus : la sécurisation de la vie familiale, par l'obsession d'accéder un jour à la propriété d'un logement, et la revendication de travailler dans le respect de leurs droits.

Les ouvrières semblent résignées à vivre la fatigue, les pressions et les vexations, mais à condition de ne pas se voir dénier *leur dignité*. Ce n'est pas seulement travailler davantage et être payées moins qui a déclenché la grève, mais surtout les insultes et la maltraitance. « *Nous avons beau être des «filles des usines», nous voulons qu'on nous respecte tout de même* ».

Pendant 6 mois, les ouvrières ont occupé l'usine se relayant nuit et jour à dormir sur des cartons dans la salle de prière de l'usine. Elles ont tenu grâce à la solidarité en mettant en place une cagnotte (*daret*) qu'elles partageaient. Elles ont alors appris beaucoup les unes des autres, ont pu aussi bénéficier de l'appui de leur famille. Bouchra, une ouvrière que j'ai suivie pendant 3 années reconnaît lors d'un nouvel entretien réalisé à Rabat en juin 2015 que cette période l'a fait changer, prendre confiance en elle et apprendre : elle maîtrise maintenant des pans entiers du droit du travail, a manifesté dans les espaces publics, a négocié au sein des syndicats, a contacté les juges, parlé avec les avocats, rencontré la presse, et *a mesuré la distance entre les discours d'incitation d'autonomisation des femmes des politiques et la réalité qu'elle vivait en s'y intéressant de près*. Elle a aussi conclu de cette expérience que les combats des féministes ne la concernent pas car ce n'est pas en tant que femme qu'elle a fait la grève, mais en tant qu'individu en situation de précarité économique, bafoué dans ses droits. La grève a fait de Bouchra, déléguée syndicale, une figure dans le quartier. Elle ne se laisse pas faire et martèle que jamais elle ne sera à nouveau dépendante d'une autre personne (un patron) pour sa subsistance et pour lui dicter sa vie. La grève a également fait basculer son existence. Après 26 ans d'usine, elle a des projets pour mener sa vie. La fermeture de l'usine est en réalité une aubaine qu'elle saisit pour créer son activité. Mais toutes les femmes n'ont pas réagi et rebondi de la même manière qu'elle.

iii- Après l'usine : un plongeon dans l'informel et l'instable

L'enquête a montré à quel point les conditions de travail à l'usine n'étaient pas bonnes. L'écrasante majorité des ouvrières ne possédait pas de contrat de travail. Leurs heures supplémentaires n'étaient pas payées, leur cotisation à la CNSS (le système de sécurité sociale, destiné aux salarié-e-s) apparaissait prélevée sur leur bulletin de salaire, mais n'était pas reversée à l'organisme de couverture médicale, ce qu'elle découvrait fortuitement en se rendant au dispensaire ou à l'hôpital en apprenant qu'elles n'y avaient aucun droit. Ainsi la situation des ouvrières était à la fois formelle en apparence (bulletins de paye, signature des deux parties du règlement de l'usine et application de celui-là, déclaration de l'usine elle-même et du travail qui y est effectué -pour l'exportation-), et informelle dans les faits. Pour que le travail continue, les ouvrières ont accepté, on l'a vu, de travailler encore davantage sans augmentation de salaire, sans bénéficier d'aucun avantage. Toutes avaient le sentiment de faire partie d'une institution légale, mais au fond, peu leur importait du moment qu'elles rentraient à la maison chaque semaine ou quinzaine avec leur salaire en espèces caché dans un repli de leur djellaba.

Malgré cette informalité au moment de leur travail à l'usine, elles ont eu le sentiment de plonger dans l'inconnu une fois que l'usine a été fermée et la grève terminée, voire de plonger dans l'invisibilité totale. Bouchra déclare d'ailleurs « *on était toutes comme des orphelines après la fermeture de l'usine* ».

Le témoignage de Souad, 38 ans, qui travaillait à l'usine est en ce sens particulièrement touchant et révélateur de l'importance qu'elle accordait à son travail et que son travail lui conférait dans la famille. Ainsi, je lui demande de se présenter au début de l'entretien (juin 2015) : « *Me* » présenter ? *Je n'ai plus de moi tant que je ne travaille pas* ».

- *Tu n'existes plus ?*

- *Je suis inexistante parce que je n'ai pas de travail, et je ne peux prouver mon existence qu'à travers le travail. (...) je suis collée à cette maison. Non, je ne suis pas libre. Je dois prendre soin de ma mère et de ma sœur, c'est un lourd fardeau. Je n'ai plus aucune indépendance.* »

Nora, 35 ans, lors de la même session d'entretiens, regrette également le temps de l'usine où pourtant « *on avait parfois du travail en plus, on restait parfois jusqu'au lendemain à 10h si on devait préparer une marchandise de l'export* »(...) « *C'était bien, si seulement on y*

*travaillait encore. On gagnait de l'argent et on vivait avec ». « Maintenant que je ne travaille plus, je ne peux plus sortir non plus ».*

On comprend que l'absence de travail rétrécit l'univers de Souad et de Nora qui se sentent désormais confinées au foyer, et elles s'y sentent disparaître. Leur contribution au ménage, aux soins à la famille plus âgée ou malade n'est pas du tout reconnue par la famille et surtout, personne ne lui donne une quelconque valeur pécuniaire. Au mieux, les frères et sœurs acceptent de les nourrir. Elles ont largement perdu leur autonomie, voire leur utilité sociale à les entendre.

En revanche, Hassaniya, 44 ans, qui avait travaillé d'abord comme femme de ménage pendant 5 ans avant de rentrer à l'usine (où elle a travaillé 12 ans), a retrouvé les ménages après sa fermeture. *« Je n'ai pas l'argent de l'autobus [pour me rendre à Ain Aouda] et aussi j'ai des enfants et je dois rester proche d'eux. J'ai donc choisi de faire le ménage (...). Maintenant que je fais le ménage, je peux voir mes enfants plus facilement, je sors vers 15 ou 16h alors qu'à l'usine on entre à 7h du matin et on sort à 19h. (...) le week-end, j'en profite pour faire le ménage à la maison, faire prendre une douche aux enfants, aller au hammam, faire les courses... c'est la vie, quoi ! ».* Par contre elle déclare : *« ce n'est pas un bon travail, mais les gens [chez lesquels je travaille] sont bien ».* Plus que de l'autonomie, Hassaniya a retrouvé un peu de temps. Elle peut aussi davantage profiter de la ville car elle travaille dans des quartiers dans lesquels elle ne se rendait jamais auparavant. Le retour au ménage a précarisé ses ressources financières, mais a consolidé son territoire et son sentiment d'exister dans la ville, d'y être visible et de *« voir des choses ».*

Même chose pour Khadija\_1, 29 ans, qui témoigne de l'élargissement de son horizon depuis qu'elle a quitté l'usine pour faire des ménages : *« Avant, je n'imaginai même pas arriver à certains endroits. (...) Hay Riad par exemple, je n'y étais jamais allée. Ni à l'Agdal<sup>7</sup>. Il n'y avait aucune raison qui me poussait à aller à ces endroits. Quand je cherchais du travail, j'en*

---

<sup>7</sup> Hay Riad et Agdal sont des quartiers réputés assez aisés. Agdal est un ancien quartier de villas qui ont été remplacées par les immeubles et de grandes rues commerçantes le traverse affichant des enseignes internationales en franchise. De très nombreux cafés s'y trouvent ainsi que des salles de sport et des bars où l'on sert de l'alcool. Hay Riad est plutôt un quartier de villas où résident les grandes fortunes de Rabat et abrite de plus en plus les sièges sociaux des entreprises ainsi que les administrations centrales qui y déménagent peu à peu au rythme de la livraison de leurs bâtiments.

*profitais pour me promener. ». Par contre, pour le week-end, ce n'est plus pareil. « Quand je travaillais [comme si maintenant elle ne travaillait plus, ou en tout cas, ne considère pas que c'est un travail] je connaissais beaucoup plus de filles. (...) avant quand on travaillait toute la semaine, on faisait un programme pour la sortie du dimanche, c'était bien. (...) ça me manque beaucoup. »*

Un grand nombre d'ouvrières de l'usine Amine sont parties travailler à Ain Aouda, à 15 km de Rabat (1h de bus). Les conditions d'exercice y sont encore plus difficiles que celles que les ouvrières avaient dénoncées lors de la grève, mais face à l'urgence d'avoir des revenus, elles se soumettent aux nouvelles conditions. Ainsi, Khadija\_2, 41 ans, dénonce le travail par contrats « *parce qu'on n'aime pas que les ouvrières accumulent les années d'expérience, puisqu'avec l'ancienneté on demande une augmentation du salaire. Alors actuellement, on signe des contrats tous les 4 ans ; avec les contrats, on reste toujours nouvelle, on ne peut pas accumuler de l'expérience et on peut mettre fin à un contrat à tout moment. Toutes ces années de travail, c'était « la galère », beaucoup de souffrance. On passe toute la journée à travailler avec le dos incliné. On ne fait que compter les heures et produire le plus de pièces possibles dans le délai d'une heure. Malgré ça, je voulais aller à Ain Aouda. Mais mon mari m'en a empêchée. » « On s'habitue au travail, c'est ça ! Et puis je voulais aider financièrement aux besoins de la maison. Sans oublier qu'à l'usine je peux avoir un salaire, alors que dans les maisons, je dépanne par ci par là, rien de stable. »*

Si l'argument financier est le plus souvent évoqué, les compétences acquises et gâchées sont aussi avancées : Khadija\_2 continue : « *En plus c'est bien de travailler avec un talent qu'on a. J'ai tout appris à l'usine, surtout la couture. J'ai encore tout en tête. C'est dommage d'avoir des compétences qu'on n'utilise pas. » « Et puis, quand je travaillais à l'usine je connaissais plus de monde, je marchais dans la rue avec mon mari et des connaissances venaient me saluer ».*

La vie sociale que permettait le travail à l'usine est souvent un des éléments les plus difficilement remplaçables du travail à l'usine ; Les difficultés d'exercice du travail rendaient les ouvrières relativement solidaires, même si elles pouvaient également exacerber les concurrences. Mais dans un collectif de 300 personnes, les ouvrières trouvaient en général des « amies contextuelles », qu'elles ne voient plus une fois que le travail s'arrête.

Ainsi, inexistantes en tant qu'individu pour certaines, elles se voient également inexistantes socialement, invisibles, passagères clandestines d'une vie dans laquelle elles ne se sentent pas à leur place, dont elles se sentent exclues, sans utilité, sans avoir les commandes en main contrairement à leur expérience à l'usine, aussi difficile a-t-elle été. Les petits moments d'activités qu'elles arrivent à obtenir en faisant le ménage de temps à autre « pour dépanner », sont pour elles comme des bouffées d'air, même si elles ne les considèrent pas vraiment comme un travail, mais plutôt comme du dépannage.

D'autres femmes comme Bouchra, déléguée syndicale à l'usine, ont créé leur activité, petit à petit. En quittant l'usine, elle s'était promis que jamais plus elle ne se plierait aux desiderata d'un patron. Il lui restait à trouver de quoi subsister. Dans tous les cas disait-elle : *« le temps de l'exploitation est bien derrière nous maintenant. Toute personne est consciente de ce qu'elle vaut. On n'a plus peur de nos jours »*.

Bouchra possède une machine à coudre et le rêve d'ouvrir un jour sa boutique de retouches dans son quartier. Elle a commencé par occuper un mètre carré sur le trottoir, au marché de la rue principale de Takkadoum (le quartier qu'elle habite) avec un étal en cageots où elle vendait oignons et pommes de terre. Puis peu à peu s'est installée, enracinée avec sa machine à coudre qui était au départ à côté de son étal. Désormais, elle a planté des poteaux en fer en les cimentant dans le trottoir afin de se confectionner un abri, une « boutique » où elle s'installe avec sa machine à coudre. Il semble qu'elle ait une très large clientèle dans le quartier où tout le monde semble la connaître. Sa stratégie est claire : se faire une place au marché et vivre des retouches. Elle fait également de la peinture sur verre qu'elle vend dans des expositions d'artisanat.

Si elle est fière d'avoir créé son emploi et de subvenir aux besoins de ses 3 garçons, elle se sent aussi souvent en situation de vulnérabilité et d'instabilité : *« A l'usine j'étais en sécurité, c'était un espace fermé, dédié au travail. On ne pouvait pas y entendre des gros mots ou avoir à faire à des hommes ivres, comme maintenant là où je travaille, sans oublier les risques du fait de se trouver dans la rue... J'ai peur parfois qu'il y ait une bagarre alors que je travaille, que quelqu'un lance un mot à propos de moi (...). Et puis à l'usine j'étais sûre d'avoir mon salaire à la fin du mois. On avait droit également à une avance du paiement en cas de problème ou de besoin. Maintenant c'est autre chose, on ne sait pas combien on peut gagner*

*chaque jour, rien n'est sûr. » Par contre, c'est pratique d'être dans la rue pour surveiller les enfants ! »*

### **Quelques pistes de conclusion**

Les stratégies de survie, d'adaptation après le travail à l'usine entraînent chez les ouvrières une constante comparaison entre leur vie à l'usine et leur vie après l'usine. Le point le plus souvent évoqué est l'informalité et l'insécurité dans laquelle elles se trouvent à présent. Aucune d'entre elle n'a de contrat stable, de sécurité sociale (quelques unes ont réussi à s'inscrire au RAMED<sup>8</sup>), de revenu stable. Elles sont en permanent équilibre et vivent au jour le jour. Pourtant, au-delà de cette insécurité, elles soulignent qu'elles apprécient d'avoir un peu de temps, notamment à consacrer à leurs enfants ou pour découvrir la ville. Leur expérience de la grève les a rendues à la fois plus fortes car elles ont vécu une expérience collective intense au cours de laquelle elles ont beaucoup appris et se sont elles-mêmes considérées comme des actrices du changement de leur vie, mais plus vulnérables car elles ont également le sentiment d'avoir elles-mêmes provoqué la situation d'insécurité dans laquelle elles se trouvent désormais. Elles mettent cependant chaque jour en œuvre des compétences sociales acquises durant cette grève au cours de laquelle elles sont devenues des individu-e-s, dignes de respects et solides et légitimes dans leurs revendications (Borgeaud-Garciandía). Leur façon de voir le monde s'en est trouvée profondément modifiée. Les trois temps de désagrégation de l'usine ont été non seulement un saut dans l'insécurité et l'informalité totale de leur vie, mais aussi une forme d'autonomisation invisible, indétectable si l'on n'écoute pas leur parole, car loin d'être des victimes, les anciennes ouvrières du textile de Rabat ont une marge de manœuvre accrue par rapport à celle qu'elles connaissaient avant la grève, un champ de compétences et un territoire élargi et pour certaines, l'informalité est devenu par comparaison pour certaines d'entre elles une source appréciée de liberté et d'autonomie.

---

<sup>8</sup> Une couverture maladie destinée aux plus pauvres qui n'ont aucune source de revenu salarié.

Boserup Esther, 1983. *La femme face au développement économique*, Paris : PUF

Borgeaud-Garciandía, Natacha, 2009. *Dans les failles de la domination*. Paris : PUF.

Chabbert Pauline, Moisseron Jean-Yves, Gillot Gaëlle, de la Cruz Pauline, de Facci Damiano, Kateb Kamel, Groppo Charlotte. 2014. *L'accès et le maintien des femmes à l'emploi au Maroc, en Tunisie et en Turquie*. Rapport AFD.

Chafiki Mohamed, 2008. *Le budget Genre au Maroc : une perspective stratégique pour l'égalité des sexes et l'habilitation des femmes*, Bruxelles.

Cheikh Mériam, 2011. « L'urbain en détail et au féminin : portraits de colocataires femmes à Casablanca », dans Péraldi Michel et Tozy Mohamed (dir.), *Casablanca. Figures et scènes métropolitaines*, CJB-Karthala-CM2S.

Gillot G., Martinez A., El Mahdati L., Oubejja K. 2016. « Les ouvrières marocaines : entre domination et résistance », in Dupret B., Férié J-N, Boutaleb A., Rhani Z.. (dir.), *Le Maroc au Présent*, Casablanca : Fondation Al Saoud de Casablanca.

Gillot Gaëlle, Martinez Andrea (dir.). 2016. *Femmes, printemps arabes et revendications citoyennes*, IRD éditions, collection Objectifs Suds.

Groupement pour l'insertion des femmes au développement économique. 1999. *Plaidoyer pour l'insertion des femmes au processus de développement économique au Maroc*. Rabat : Espace associatif.

[http://www.pcpalgerie.org/IMG/pdf/Rapport\\_emploi\\_femme\\_AFD\\_version\\_finale\\_10\\_juin.pdf](http://www.pcpalgerie.org/IMG/pdf/Rapport_emploi_femme_AFD_version_finale_10_juin.pdf)

Khalil Jamal. 2013. *Corps, santé et pénibilité du travail des ouvrières à Casablanca*. Rabat : Centre Jacques Berque. Février. URL : <http://www.cjb.ma/268-les-archives/343-archives-blog-farzyat/corps-sante-et-penibilite-du-travail-des-ouvrieres-a-casablanca-2183.html>

Mejjati Alami, Rajaa, 2014, *Le Secteur informel au Maroc*, Rabat : éditions Presses économiques du Maroc

Ministère de l'Economie et des Finances et UNIFEM, *Examen exhaustif des statistiques sensibles au genre au Maroc*. URL : [www.finances.gov.ma/depf/dpeg\\_action/genre/stat\\_genre08.pdf](http://www.finances.gov.ma/depf/dpeg_action/genre/stat_genre08.pdf)